

De : Josiane Pinto <[josiane.pinto@univ-paris-diderot.fr](mailto:josiane.pinto@univ-paris-diderot.fr)>  
Date : 22 novembre 2010 23:20:56 HNEC  
À : Berger Vincent <[president@univ-paris-diderot.fr](mailto:president@univ-paris-diderot.fr)>  
Objet : **Objet : avenant n°2 au contrat de partenariat**

Paris le 21 novembre 2010

Monsieur le président,

Vous avez le 9 juillet 2009 fait approuver par le CA de l'Université les « termes du contrat de partenariat à conclure avec la société de projet UNICITE », sur la base d'une simple note de présentation, sans que les membres du conseil ne puissent prendre connaissance ni des termes réels du contrat, ni du cahier des charges des constructions. Le motif invoqué pour tenir les membres du conseil dans l'ignorance de ce qu'ils avaient à approuver était que « la confidentialité est une exigence réglementaire », la vice-présidente du CA, Laure Elie, indiquant que « il faut faire confiance aux membres du comité de pilotage de Paris 7 ».

Il est apparu depuis, que les constructions prévues dans ce partenariat posaient des problèmes de sécurité qui ont conduit à une demande d'annulation des permis de construire, en cours d'examen par le tribunal administratif.

Le 21 septembre vous avez fait approuver par le CA de l'Université une « avenant n°2 au contrat de partenariat » distribué sur table, alors qu'aucun point concernant le contrat de partenariat ne figurait à l'ordre du jour. L'avenant n'était accompagné d'aucune note de présentation et de plus, il n'était pas accompagné du contrat qu'il est censé modifier, contrat qui n'a toujours pas été porté à la connaissance des membres du CA. L'explication de ce non respect de la légalité a été que le document avait été « finalisé le matin même », ce qui en tout état de cause ne justifiait pas de ne pas fournir le contrat. Vous avez indiqué oralement que « l'avenant proposé apporterait des garanties financières dans le cas d'une annulation judiciaire des permis de construire ». En l'absence de tout élément objectif, les membres du CA ont dû se contenter de l'affirmation de l'avocat de l'université, Me Pentecoste, selon laquelle « l'avenant ne détériore pas la position de l'université par rapport au contrat initial mais l'améliore financièrement ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela n'est pas évident à la lecture de l'avenant, et il y a lieu d'avoir des inquiétudes sur les risques que fait peser sur l'université le contrat lui-même, que vous avez fait approuver en aveugle par le CA.

Pour les raisons indiquées ci-dessus, je vous demande de bien vouloir :

1) constater l'irrégularité de la décision prise par le CA le 21 septembre 2010 vous autorisant à signer l'avenant n°2 au contrat de partenariat ;

2) soumettre de nouveau la question à un prochain conseil d'administration en ayant fourni au moins une semaine auparavant aux membres du conseil l'ensemble des documents indispensables à l'appréciation de la portée de l'avenant en question, notamment le contrat de partenariat signé avec UNICITE, l'ensemble des conventions afférentes mentionnées au CA du 9 juillet et le cahier des charges des constructions.

L'avenant en question portant le numéro 2, cela laisse supposer l'existence d'un avenant numéro 1 qui aurait été signé sans autorisation du CA. Je vous serais reconnaissante de m'indiquer ce qu'il en est et le cas échéant de me fournir l'avenant en question.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de mes sentiments distingués.

Josiane Pinto  
Membre du CA de l'Université